

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2024-07-01
du 02 JUIL. 2024

**portant modification des conditions d'exploitation par la société FRANÇOIS PERRIN de la
carrière située au lieu-dit « Cotte Ferré » sur la commune d'Arandon-Passins.**

Le préfet de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 modifié relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°21-520 du 8 décembre 2021 portant approbation du Schéma Régional des Carrières (SRC) de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités de la société FRANÇOIS PERRIN au sein de son établissement situé sur la commune d'Arandon-Passins au lieu-dit « Cotte Ferré » et notamment l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 autorisant la société FRANÇOIS PERRIN à exploiter une carrière de roches alluvionnaires et des installations de traitement de matériaux ;

Vu la décision n°2024-ARA-KKP-38-010 du 26 février 2024 précisant que le projet de modifications n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Vu les autres documents de planification applicables : le schéma de cohérence territoriale (ScoT) des Rives du Rhône du 28 novembre 2019 et le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Arandon Passins approuvé le 16 décembre 2019 ;

Considérant l'avis du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant la demande de modifications des conditions d'exploitation d'une carrière et des installations associées au lieu-dit « Cotte Ferré » sur la commune d'Arandon-Passins présentée le 2 février 2024 par la société FRANÇOIS PERRIN ;

Considérant le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 15 février 2024 demandant à ce que ce projet de modification d'exploitation du site soit soumis à une participation du public ;

Considérant l'avis de participation du public par voie électronique du 8 avril 2024 jusqu'au 22 avril 2024 inclus ;

Considérant l'absence d'observation du public ;

Considérant le rapport n°2024-Is086SS de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 27 mai 2024 ;

Considérant le courriel du 30 mai 2024 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel le 12 juin 2024 ;

Considérant la demande de la société FRANÇOIS PERRIN de modification des conditions d'exploitation et notamment son phasage, notamment :

- la mise en place d'une installation mobile de broyage, concassage des matériaux calcaires issus du gisement de roche massive en complément du brise roche hydraulique (BRH) utilisé actuellement ;
- la modification du sens de phasage ;
- la réduction de la production annuelle et la prolongation de la durée d'autorisation ;
- le stockage de boues argileuses provenant des installations de traitement des matériaux du site voisin de Palenge.

Considérant que le projet est compatible avec les orientations du Schéma Régional des Carrières (SRC) de la région Auvergne-Rhône-Alpes susvisé ;

Considérant que les modifications sollicitées ne constituent pas une modification substantielle au titre du 1° et du 3° de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant que la demande constitue une modification notable des conditions d'exploitation ;

Considérant qu'au regard de la localisation, du contexte environnemental et des éléments fournis dans le dossier, les modifications envisagées ne sont pas susceptibles de présenter des dangers et inconvénients pour la santé et la salubrité publiques ;

Considérant par ailleurs que les dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 peuvent être prévenus par le respect des prescriptions applicables au site (arrêté d'autorisation de la carrière du 12 mai 2015) et des prescriptions relatives à l'admission des déchets et produits inertes de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ;

Considérant que, en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant la formation Carrières de la Commission Départementale de la Nature, du Paysage et des Sites (CDNPS) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 :

La société FRANÇOIS PERRIN (n°SIRET 573 620 010 00013), dont le siège social est situé 102 route de Lyon 38510 Morestel est tenue de respecter les prescriptions indiquées au présent arrêté encadrant les conditions d'exploitation d'une carrière de roches alluvionnaires et des installations de traitement de matériaux sur la commune d'Arandon-Passins au lieu-dit « Cotte-Ferré ».

Le tableau des activités autorisées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 autorisant la société FRANÇOIS PERRIN à exploiter une carrière de roches massives et de matériaux alluvionnaires au lieu-dit « Cotte Ferré » sur la commune d'Arandon-Passins est remplacé par le suivant :

Rubriques ICPE	Désignation des activités au regard de la nomenclature des ICPE	Substances concernées	et activités projetées	Régime ICPE
2510.1	Exploitation de carrière à ciel ouvert	Capacités installations	des	
		Superficie exploitable = 224 446 m² ;		A
		Volume du gisement = 8.358.000 tonnes		
		Production moyenne = 418.000 t/an		
		Production maximale autorisée =		

		522.000 t/an	
2515-1.b-a	Installations de broyage, concassage, criblage, lavage, nettoyage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	Installation de concassage de matériaux Puissance installée = 347 kW	E
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Capacité de la station de transit = 10 000 m ²	D

A : autorisation / E : enregistrement / DC : déclaration contrôlée / D : déclaration / NC : non classé

Article 2 :

Le bénéficiaire est tenu de respecter, le cas échéant, les prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

Article 3 : Prolongation de l'autorisation

La société FRANÇOIS PERRIN est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de roches massives et de matériaux alluvionnaires et des installations de traitement de matériaux sur la commune d'Arandon-Passins au lieu-dit « Cotte Ferré » jusqu'au 12 mai 2045.

Article 4 : Prescriptions générales applicables

Les dispositions des arrêtés :

- du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement,
- du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2515 : "Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels",
- du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2517 : "Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques sont applicables au site et à ses installations sauf disposition contraire du présent arrêté et de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015.

Article 5 : Phasage de l'exploitation

Le phasage d'exploitation reporté en annexe 2 de l'arrêté préfectoral précité du 12 mai 2015 autorisant l'exploitation de la carrière de « Cotte Ferré » est remplacé par les plans de phasage annexés au présent arrêté.

Article 6 : Modalités de remise en état

Les modalités et principes de remise en état figurant à l'article 28 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 restent inchangés.

La phrase « aucun déchet extérieur au site ne peut être admis » mentionnée à l'article 28 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 est remplacée par le paragraphe suivant :

« Aucun déchet extérieur au site ne peut être admis à l'exception des boues de lavage des matériaux provenant de l'unité de traitement/recyclage des eaux de lavage, des installations fixes de traitement des matériaux de Palenge, située sur la commune d'Arandon-Passin. Ces boues sont admises en remblaiement sur le site dans la limite d'un volume annuel maximal de 12 000 m³. »

Les plans définis à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 sont remplacés par les plans de phasage d'extraction et de remise en état par période quinquennale annexés au présent arrêté.

Article 7 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières réévaluées pour chaque période quinquennale en tenant compte des nouvelles conditions d'exploitation, figurant à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2015 est précisé ci-après :

- Le montant de la garantie financière pour la période 2024-2030, est de 349.024 € ;
- Le montant de la garantie financière pour la période 2030-2035, est de 507.434 € ;
- Le montant de la garantie financière pour la période 2035-2040, est de 394.454 € ;
- Le montant de la garantie financière pour la période 2040-2045, est de 420.224 € (index octobre 2023).

Article 8 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie d'Arandon-Passins et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Arandon-Passins pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 9 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette

notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télerecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La-Tour-du-Pin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et la maire d'Arandon-Passins sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FRANÇOIS PERRIN.

Le préfet,

En délégation
Le Directeur Départemental

Jean-Luc DELRIEUX